



SAVELYS ELECTIONS 2014

Solidaire
Unitaire
Démocratique

Pourquoi présenter des listes SUD-Savelys ?
Pourquoi voter SUD-Savelys ?

Un syndicalisme en développement

Affiliés à l'Union Syndicale Solidaires, les syndicats SUD constituent un courant syndical devenu aujourd'hui incontournable, regroupant plusieurs dizaines de fédérations nationales, implantées dans tous les secteurs de la vie économique et sociale. Certaines de nos fédérations, parmi les plus anciennes, occupent des positions importantes dans leur secteur d'activités : SUD-RAIL, SUD-PTT SUD-Sante, SNUI (Impôts), etc.

SUD-Energie est né dans quelques unités en 1997, mais n'a pu réellement se développer qu'à partir de 2008, la loi nous interdisant quasiment de nous présenter au premier tour avant cette date}. Aujourd'hui, en dépit des discriminations dont nos syndicats sont victimes, nous pouvons présenter des listes dans nombreux établissements d'EDF SA, à GDF/SUEZ (CPCU, Storengy, Elengy), et dans des entreprises prestataires. Sur les sites où nous nous présentons, SUD-Energie obtient des résultats qui le placent en moyenne comme la deuxième organisation syndicale, et nous sommes « représentatifs » (plus de 10% des voix), c'est à dire que nous pouvons participer aux négociations locales.

C'est la preuve que SUD représente réellement un courant d'opinion et d'action dans le secteur de l'énergie. Notre Fédération, légalement constituée, est maintenant reconnue par de nombreux acteurs sociaux et politiques.

Un syndicalisme qui dérange

Les Directions voient d'un très mauvais œil l'émergence de notre syndicalisme indépendant et combatif. Au point, dans certaines unités, de mobiliser les cadres sur la base de documents écrits pour « faire barrage à SUD », intimidant et menaçant nos représentants.

Les sections syndicales SUD sont autonomes au sein de leur établissement et ne dépendent d'aucune confédération nationale. Au plus près des salariés, SUD défend leurs intérêts directs sans qu'aucune décision venue d'ailleurs ne fasse obstacle à leurs décisions.

Un syndicalisme qui pèse

Notre syndicalisme se développe et obtient des succès.. Et bien sûr, nous consacrons toute notre énergie à la défense des droits individuels de chaque salarié, adhérent ou pas ! Nos élus-es sont réellement au service des salariés, avec le projet PERF'HORME 2020 annoncé par la direction et son corolaire de suppressions de postes et de dégradation des conditions de travail, ils seront toujours présent à vos côtés pour vous défendre.



Un syndicalisme qui propose



On nous caricature souvent comme des syndicats « radicaux », « extrémistes » qui se contenteraient de dire systématiquement « non ». Anathème habituel pour tenter de marginaliser ceux qui refusent la résignation et qui s'opposent avec fermeté aux régressions sociales présentées comme « modernes », « inévitables », « rationnelles ». Nous assumons notre position d'opposition résolue à ces régressions sociales, qui pour nous n'ont rien d'inéluctable mais traduisent simplement l'évolution actuelle, dans une situation où le rapport de force n'est pas en faveur du monde du travail. **Notre objectif : renforcer le syndicalisme pour inverser ce rapport de force.** Cette fermeté ne nous empêche pas de savoir négocier et signer des accords dans les entreprises où nous sommes représentatifs, lorsqu'ils sont justes et favorables aux salariés, pas plus qu'elle ne nous empêche de défendre au jour le jour les intérêts individuels des salariés.

Nous sommes au contraire force de propositions dans les sites où nous sommes présents.

Un syndicalisme unitaire et indépendant

Nous sommes convaincus de la nécessité de (re)construire un syndicalisme totalement indépendant des pouvoirs en place, qu'ils soient politiques ou patronaux : un syndicalisme basé sur des pratiques syndicales évitant la bureaucratisation, l'éloignement des intérêts des salariés, reposant sur des organisations non hiérarchiques dans lesquelles tous les adhérents peuvent s'exprimer et participer aux décisions. Les femmes et les hommes qui se présentent pour SUD n'en attendent aucun privilège. Ils défendent les droits de tous les salariés, quels que soient leur contrats de travail, qu'ils soient adhérents ou non.

Notre arrivée dans une entreprise, dans une unité, se traduit toujours par un regain de l'activité syndicale dans son ensemble.



**Pour le développement dans le groupe SVELYS
d'un syndicalisme indépendant, combatif,
Solidaire, Unitaire et Démocratique,
Votez SUD**

L'origine des syndicats SUD

Un syndicalisme nécessaire, dans une société en difficulté



Même si la plupart de grandes conquêtes sociales (limitation du temps de travail, hausse des salaires, retraites, sécu, etc.) ont été acquises par des mouvements sociaux dépassant largement les cadres syndicaux, voire en s'imposant contre leur frilosité, le syndicalisme constitue un outil essentiel à disposition des salariés. **Les syndicats sont nécessaires à l'élaboration de revendications collectives, à l'organisation des combats pour les obtenir, ainsi qu'à la défense des droits individuels de chaque salarié dans son milieu, au quotidien.** Ils constituent des remparts essentiels contre l'isolement des salariés. Sans eux, chaque salariés est seul face son patron, sa hiérarchie ...

D'ailleurs, les secteurs qui sont des « déserts syndicaux », comme le Nettoyage ou la Grande Distribution par exemple, connaissent des conditions de travail souvent indignes, des salaires très bas, une grande précarité.

Une grande partie de nos acquis sociaux a été conquise au lendemain de la dernière guerre, dans une situation où le rapport de force était favorable aux revendications du monde du travail. Depuis la fin des « trente glorieuses » ce rapport de force s'est inversé et que le monde du travail subit depuis maintenant plusieurs décennies de dures régressions sociales : chômage de masse, précarité, salaires bloqués, privatisations des services publics, allongement de la durée de cotisation retraite, affaiblissement de la Sécurité Sociale...

Cette situation est le résultat du « tournant libéral » pris à l'aube des années 80 dans les politiques économiques à l'échelle mondiale, marqué par une **dérégulation massive du marché du travail et des flux financiers**. Très concrètement, ce tournant s'est matérialisé par une captation accrue de la richesse produite au profit du capital et au détriment des salaires. Pour ne prendre que l'exemple de la France, la part des salaires dans la valeur ajoutée (i.e. dans le PIB) aurait baissé de l'ordre de 5 à 10 points dans les 30 dernières années, ce qui représente un manque à gagner de 100 à 200 Mds d'Euros par an aujourd'hui. Autant de ressources détournées des salaires et du financement des systèmes sociaux (à titre comparatif le fameux « trou de la sécu » est estimé à 13 Mds en 2012, celui des retraites à 7 Mds par an), qui n'ont pas été ré-investies dans l'appareil productif mais qui sont venues au contraire remplir les poches des actionnaires, alimenter les bulles spéculatives et immobilières délétères pour l'économie mondiale, financer les revenus et les bonus mirobolants des « maîtres du monde » que sont devenus les grands patrons, les banquiers, leurs traders et les sacro-saints « marchés financiers ».

La nécessité d'un renouvellement

Mais face à ce sombre constat, il nous semble impossible d'exonérer les directions des grandes organisations syndicales « historiques » de leur responsabilité. Certaines ont choisi délibérément d'adhérer à cette évolution politique, économique et idéologique, au nom d'une forme de « réalisme ». C'est le cas de la CFDT qui dès 1995 soutenait la contre-réforme de la Sécurité Sociale du gouvernement d'A. Juppé, provoquant la division parmi les milliers de manifestants et de grévistes qui tentaient de s'y opposer. En 2003, cette même CFDT récidivait en apportant son soutien, cette fois accompagné par la CFE-CGC, à la contre-réforme des retraites du gouvernement de J.P. Raffarin, brisant à nouveau l'unité syndicale au cœur de la lutte contre cette réforme. Face aux grandes attaques contre les acquis sociaux subies ces dernières années, d'autres, comme la CGT ou Force Ouvrière, ont fait le choix de stratégies syndicales ambiguës, vindicatives dans la forme en critiquant dans le discours l'évolution libérale et ses conséquences, mais en pratique limitant systématiquement les mobilisations à des journées d'action isolées, empêchant toute construction d'un réel rapport de force favorable aux salariés basé sur des grèves reconductibles.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que ces stratégies n'ont pas fait la preuve de leur efficacité. Tout au plus ont-elles permis de négocier à la marge ces contre-réformes injustes et de « sauver les meubles » en apparence, dans les secteurs que les gouvernements successifs ont choisi pour le moment d'épargner relativement. Au final, elles se sont toujours avérées perdantes pour les salariés du public comme du privé, mais aussi pour les citoyens usagers des services publics : ouverture à la concurrence de l'Énergie, du Rail, des Postes et Télécommunications ; privatisation de France-Telecom et d'EDF-GDF entraînant partout souffrance et dégradation des conditions de travail, en particulier dans la distribution et le nucléaire, l'explosion de la sous-traitance, l'affaiblissement des missions de service public et l'augmentation des tarifs pour les usagers, une moindre reconnaissance de la pénibilité, etc. ; allongement semblant sans fin de la durée de cotisation retraite, augmentations salariales inférieures à l'inflation} ...

A ces choix stratégiques critiquables, a minima pour leur inefficacité, s'ajoutent des pratiques syndicales d'un autre âge, assises sur des décennies de bureaucratisation et parfois de « co-gestion » avec les Directions des entreprises : hégémonie, quand ce n'est pas brutalité envers les autres courants syndicaux, absence de transparence, corporatisme, clientélisme ... Nous récusons ces pratiques, à la différence de certains nous ne proposons pas aux salariés de se « syndiquer pour booster leur carrière » nous défendons tous les salariés qu'il soient syndiqués ou non.

C'est de cette critique sévère mais lucide de l'état du syndicalisme « institutionnel » au détour des années 80 que sont nés les syndicats SUD. Ainsi, la création des syndicats SUD Énergie en 1997 est née d'un double constat : d'une part le constat que la stratégie de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC ne pouvait permettre d'empêcher la privatisation d'EDF-GDF et la libération du secteur de l'énergie, et d'autre part le constat qu'il était impossible de faire entendre une opposition à cette stratégie à l'intérieur de ces organisations où le débat était totalement verrouillé.

Nous revendiquons pour ce nouveau mandat

- Des rémunérations plus justes
- La reconnaissance des qualifications
- Une meilleure organisation du travail
- Le maintien des postes de Secrétaires d'agence
- L'arrêt des pressions commerciales et productives
- Les indemnités de repas pour les secrétaires
- Un 13^{ème} mois pour les cadres
- Des objectifs réalisables
- La remise en place de primes de douche et salissures
-



Contact: Ricardo BOTRAN
Technicien Savelys Colmar
botran.ricardo@wanadoo.fr
Tél : 0616373207

